

La fin du mois d'août a l'immense avantage de permettre à notre exécutif de donner ses grandes orientations notamment en politique étrangère et par ce biais dans le domaine de la défense. Ainsi, Le président de la République, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la défense sont intervenus lors de la semaine des ambassadeurs fin août faisant ainsi un bilan de l'année écoulée et une projection sur l'avenir.

En préambule, je constate à nouveau que le seul ennemi est le terroriste. Une seule fois dans les trois interventions, la menace du djihadisme est spécifiée. L'islam n'est pas cité, les musulmans une seule fois comme victime, l'islam pas une seule fois. De fait, nous ne luttons que contre le terrorisme (16 fois). Le déni politique de l'ennemi tel qu'il existe se confirme. Est-ce vraiment une position responsable ? (Cf. Mes billets des [14 septembre 2014](#), [21 septembre 2014](#) et [28 septembre 2014](#))

En terme de sécurité nationale, les interventions de cet exécutif, au demeurant solide, bien à l'image du Prince de Machiavel avec autour du « Prince », « l'ambassadeur et le soldat », ces deux derniers symbolisant « *les relations internationales, qui, en tant qu'interétatiques, se ramènent à la diplomatie et à la guerre* » (Raymond Aron), ont confirmé notre zone d'intérêt qui s'étend de l'Europe à l'Ukraine au Moyen-Orient et à l'Afrique. L'Asie citée à travers la Chine paraît bien loin et la menace militaire qu'elle pourrait représenter n'est pas abordée.

## Un Etat du monde inquiétant

Le dérèglement climatique est une menace à venir avec ses conséquences en terme de migrations sur les sècheresses, les famines, les inondations. Ce qui paraît comme étant une menace à long terme, ne peut laisser ignorer la menace à court terme qu'est le terrorisme (ou le djihadisme) et les crises internationales. Le sentiment du ministre des affaires étrangères n'était pas très optimiste dans son intervention du 27 août 2015. Néanmoins, quelques points positifs sont apparus.

Au Moyen-Orient, le dossier du nucléaire iranien a abouti après douze ans par la position dite de la « fermeté constructive » française qui écarte de manière certaine, c'est-à-dire vérifiable, l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire. La France a établi des relations de grande confiance avec les pays arabes, notamment l'Arabie Saoudite et les Etats du Conseil de coopération du Golfe, et surtout l'Egypte comme en ont témoigné les récentes ventes d'armement.

En Afrique, la France a entraîné la communauté internationale et la coopération entre le Nigéria, le Tchad, le Niger, le Cameroun, le Bénin contre Boko Haram qui a fait 10 000 victimes depuis le début de l'année. Une autre avancée importante a été l'accord de réconciliation et de paix au Mali. L'approche globale du conflit, à la différence de ce qui a été fait en Libye, a abouti avec l'appui de la médiation algérienne à l'accord de juin 2015. Par ailleurs, l'opération Barkhane se poursuit avec les mêmes objectifs, « *faire reculer le terrorisme* ». Il faut aussi souligner les initiatives françaises face au fléau Ebola en Afrique de l'Ouest.

En Europe, la crise grecque a été résolue par un compromis européen auquel la France a grandement participé. A l'Est, elle a contribué en février 2015 à la signature des accords de Minsk 2. Enfin, sous l'impulsion de la France, l'Union européenne s'est finalement engagée en Afrique avec une mission de formation militaire et de conseil stratégique, ainsi qu'une mission

de renforcement capacitaire civile. Dans le même contexte, une mission européenne de conseil stratégique s'est aussi déployée en RCA. Globalement, la France a obtenu cette année un certain nombre de résultats.

Cependant quelques points négatifs apparaissent. Au Moyen-Orient, la lutte contre daech porte sur un sujet majeur pour notre sécurité avec ses prolongements sur notre propre sol.

En Europe, en ce qui concerne les mouvements de population, les crises migratoires ont atteint un niveau qui n'a pas d'équivalent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, plus de 350 000 entrées irrégulières dans l'espace de Schengen, au cours de ces derniers mois, ont été constatées. Le président de la République a reconnu qu'il était très difficile de connaître la réalité des chiffres.

Trois leçons ont été tirées de cette période par le ministre des affaires étrangères : « La raison d'être de la diplomatie, c'est précisément l'idée que la guerre, la prolifération nucléaire, la pauvreté, le dérèglement climatique, les atteintes aux droits de la personne humaine, ne sont pas des fatalités ». Une autre leçon concerne les formats diplomatiques qui permettent à la France par sa participation, de bénéficier d'une position favorable. Il faut être présent dans toutes les enceintes porteuses d'influence. Enfin, une dernière leçon porte spécifiquement sur la diplomatie française qui fait de la France une puissance qui doit tenir son rang.

### **Ce bilan étant fait, quelles seront les orientations de la France ?**

Ces interventions ont rappelé l'avenir incertain de nos sociétés. Ainsi, le monde du XXI<sup>e</sup> siècle sera davantage contraint. Sur le plan démographique, la population aujourd'hui de plus de 7 milliards, sera à plus de 11 milliards à la fin du siècle avec des contraintes de plus en plus élevées sur les ressources. Il sera plus compétitif : ainsi l'Asie devrait confirmer sa place centrale ; l'Afrique jouera un rôle croissant. En 2100, sa population constituera un tiers de la population de la planète.

Dans ce contexte, l'Europe, première puissance économique, devra lutter pour le rester en 2030. Aucun de ses membres ne pourra prétendre être une puissance économique majeure. La compétition concernera tous les secteurs, y compris la formation, les normes juridiques, les modèles de société, les valeurs.

Le monde du XXI<sup>e</sup> siècle sera sans doute plus risqué avec une réelle dispersion de la puissance. Les acteurs non étatiques pèseront de plus en plus sur la scène internationale (entreprises, ONG, territoires mais aussi trafiquants et groupes armés).

Par ces interventions, les grandes lignes de la politique étrangère française ont été exprimées.

- Au titre de la gouvernance mondiale, la France souhaite que la Chine, deuxième économie du monde soit plus associée à la gouvernance mondiale. Sa menace militaire et sa volonté expansionniste sont cependant ignorées dans les interventions.
- En Afrique, la France est prête à réunir tous les acteurs de la lutte contre Boko Haram tout en souhaitant la constitution d'une force d'intervention africaine aussi rapide que

possible.

- Au Moyen-Orient, une politique ambitieuse semble apparaître. La question israélo-palestinienne ne peut plus se satisfaire du statu quo qui ferait prendre le double risque de l'embrassement et de l'enlèvement. La France veut agir pour participer au processus de paix au Proche-Orient, par exemple en élargissant le champ de la responsabilité internationale avec un groupe de soutien qui comprendrait le Quartet, les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et l'ONU.
- En Syrie, il s'agit de trouver un accord entre d'une part des éléments du régime, sans Bachar al-Assad, d'autre part l'opposition « non-terroriste ». En Irak, la France soutient le gouvernement du Premier ministre irakien Abadi pour renforcer les institutions, garder une structure étatique, l'unité de l'Irak et rassembler toutes les communautés.
- La défense des minorités au Moyen-Orient a été annoncée. Elle a eu lieu depuis avec la conférence du 8 septembre 2015 qui a réuni 56 Etats et 11 organisations régionales et internationales (Cf. [Conclusions de la conférence](#)). Un « Plan d'Action de Paris », une feuille de route, a été arrêté. Je m'étonnerai des conclusions bien peu énergiques, sinon bien peu militaires et très utopistes. Les participants « *ont souligné l'obligation pour toutes les parties de respecter le droit international humanitaire, et la nécessité de promouvoir le respect de celui-ci auprès des forces armées sur le terrain, notamment à travers le renforcement des actions de formation* », sans oublier de « *développer l'apprentissage de la diversité et de la tolérance dans l'éducation, notamment dans les manuels scolaires* »...
- En Europe, l'enjeu principal, d'actualité, est la maîtrise des migrations dans un contexte de crise internationale en rappelant qu'il faut à la fois être capable de rassurer et de protéger les territoires, les populations, tout en gardant ses principes. La sécurité extérieure en Europe n'est pas négligée et l'engagement militaire français existe aussi à l'Est tout en recherchant un dialogue avec la Russie. La France a ainsi déployé après mars 2014, 4 avions de combat en Pologne, au printemps 2015 des chars lourds et de l'infanterie. En 2016, comme en 2014, la police du ciel sera assurée dans les États baltes.

Concernant les réfugiés en Europe, le président de la République a précisé le 25 août la politique à développer : répondre aux urgences humanitaires mais aussi raccompagner les migrants déboutés et lutter contre toutes les filières criminelles de passeurs. Cinq points ont été proposés :

- accélérer la mise en place des centres d'accueil en Italie et en Grèce pour trier les réfugiés des autres immigrants ;
- veiller à une répartition équitable des réfugiés ;
- raccompagner dans la dignité les personnes qui sont entrées de façon illégale ;
- avoir un système unifié d'asile avec des délais raccourcis ;
- mettre en place des gardes-frontières européens.

La solution passe aussi par une politique active de développement qui sera à l'ordre du jour d'un sommet en novembre à Malte. Un peu tard sans doute. L'Allemagne si entreprenante dans l'accueil des « migrants » a rétabli le contrôle de ses frontières aujourd'hui. Le renseignement militaire français annonce près d'un million de migrants en attente en Libye pour l'Europe (Cf. [Le Point](#))

## Vers une réorganisation du Quai d'Orsay

La réforme du Quai d'Orsay a été lancée début 2015 avec trois exigences : l'adaptation, la simplification et la gestion humaine (A lire dans le discours du ministre des affaires étrangères).

L'adaptation concerne le redéploiement des ambassades et des effectifs. En effet, en 2012, seulement 13% de nos effectifs se situaient dans les pays émergents du G20. Ils seront 25 % en 2025. En 2017, l'ambassade de France en Chine constituera par ses effectifs la première dans le monde. La diplomatie française sera présente dans toutes les métropoles du monde, pas uniquement les capitales, là où se trouvent les communautés et les intérêts français. Des « Bureaux de France » seront installés.

Un autre enjeu majeur sera la mutualisation européenne des ambassades. Une « task force » sera aussi créée fin 2015 avec cinquante agents, puis de cent agents en 2017 pour être projetée en 48 heures sur toutes les crises ou sur tous les grands enjeux qui le nécessiteront.

La diplomatie économique constituera un champ d'action privilégié. Idée originale, un conseiller diplomatique sera affecté auprès de chaque préfet de région pour faire le lien entre les nouvelles régions françaises et l'ensemble du réseau diplomatique.

La simplification reposera en grande partie sur une meilleure exploitation du numérique avec la mise en place de véritables « consulats numériques », y compris un nouveau système de vote par Internet. En 2020, tous les Français de l'étranger devront pouvoir effectuer l'essentiel de leurs démarches consulaires en ligne, 24h/24. En 2017, une « Ecole française numérique » accessible partout dans le monde sera mise en place avec l'objectif d'atteindre un million d'élèves en ligne d'ici 2025. Donc un programme ambitieux mais riche en promesses.

## Une Europe de la défense à rénover ?

L'Europe de la défense a été largement présentée par le ministre de la défense. La PSDC doit être au cœur de la gestion des crises. En appui à la stratégie globale de l'UE sur les questions de politique étrangère et de sécurité en cours de réalisation d'ici juin 2016, l'interprétation des risques et des menaces pour notre continent doit être partagée pour construire la coopération en matière de défense « *tout en assurant un continuum entre la politique de sécurité intérieure et l'action extérieure, enfin de renforcer la complémentarité de nos actions entre l'Union européenne, l'Alliance atlantique et les Nations unies* ».

Les liens entre la sécurité intérieure et la PSDC ne donnent pas encore pleine satisfaction même si le Conseil européen extraordinaire du 23 avril 2015 a mis en place une meilleure coordination entre les instruments de sécurisation des frontières européennes, à travers le renforcement des missions de Frontex.

Cependant, la progression de l'opération EU NAVFOR MED lancée en Méditerranée en juin 2015 est menacée dans sa mission par certains Etats membres qui veulent que l'opération joue un rôle accru dans le sauvetage des « migrants » en mer. Or, le ministre de la défense considère qu'il faut poursuivre rapidement sa montée en puissance vers des actions coercitives, afin de

neutraliser les embarcations avant qu'elles ne puissent être utilisées par les trafiquants. Pas gagné (Cf. [Mon billet du 6 septembre 2015](#))

Mais une Europe de la défense forte requiert avant tout des Européens qui investissent dans leur défense. Au Sommet de l'OTAN à Newport (Septembre 2014), les Etats membres se sont engagés à consacrer 2% du PIB national à l'effort de défense, dont 20% à l'investissement et à la recherche. Déjà certains Etats renâclent.

Le renforcement de notre défense en Europe passe également par une coopération accrue que vient appuyer l'Agence Européenne de défense. Il s'agira de consolider la base industrielle en Europe et de préparer nos capacités futures, par exemple la montée en puissance de la Force expéditionnaire franco-britannique interarmées (CJEF).

En vue du sommet de l'OTAN à Varsovie (juillet 2016), la France souhaite enfin proposer un « cadre maritime global » à l'Alliance atlantique tout en restant mobiliser sur la guerre hybride, la réforme de l'Alliance ou encore la culture nucléaire à l'OTAN.

### **Pour conclure**

Quatre priorités de politique étrangère ont donc été identifiées : la sécurité et la paix, l'organisation et la préservation de la planète, la réorientation et la relance de l'Europe, le renforcement et le rayonnement de la France, grâce à une diplomatie globale.

Ces priorités devront être soutenues par des capacités notamment militaires pour permettre à la France de prendre ses responsabilités lorsque la situation l'exige. Mais en même temps l'engagement militaire ne sera jamais à lui seul suffisant. L'approche globale reste d'actualité.